

## **Affaire *Courbet* : terrorisme turc, réponses munichoises...**

Par Richard Labévière

Que s'est-il passé ? Le 10 juin dernier, la FLF (frégate légère furtive) française *Courbet* (F-712)<sup>1</sup> participe à un exercice de l'OTAN (*Sea Guardian*) en Méditerranée occidentale. Le *Courbet* est chargé d'une mission de « sûreté maritime » au large des côtes de la Libye, déchirée par une guerre civile depuis 2011. Le pays est l'objet d'un embargo de l'ONU sur l'importation d'armes.

### **BRANLE-BAS DE COMBAT**

Peu après 17 heures, le *Courbet* repère un cargo turc – le *Circkin* – sous pavillon tanzanien. Depuis plusieurs mois, ce bateau est identifié par l'OMI (Organisation internationale maritime)<sup>2</sup> comme un navire pratiquant la contrebande d'armes. Sur la coque, son numéro d'identification est masqué et sa balise AIS (numéro 51M389)<sup>3</sup>, qui permet une reconnaissance automatique est arrêtée. Le *Marcom* – qui commande la force de l'OTAN – demande au *Courbet* de « l'interroger ». Deux frégates turques lance-missiles – Oruç Reis (F-245) et Gökova (F-496) -, qui pourtant participent à l'exercice de l'OTAN s'interposent, engageant une manœuvre hostile. A trois reprises (durant 30 à 40 secondes), elles « illuminent » le *Courbet* avec leur radar préparant une « conduite de tir ».

Appellation technique, le terme d'« illumination » ne signifie pas que le *Courbet* visé a été soudainement éclairé par une puissance lumineuse, mais qu'il est électroniquement placé dans la ligne de mire permettant de déclencher des tirs de missiles ou tirs au canon. Autrement dit « l'illumination » correspond bel et bien à un « coup de semonce », un « tir de sommation » avant le déclenchement d'une attaque effective, le *Courbet* étant parfaitement équipé pour détecter ce genre d'acte hostile, pour en collecter et en conserver les données techniques. Par ailleurs, depuis la passerelle du *Courbet*, on observe très distinctement à la jumelle et avec d'autres moyens d'observation plus précis que les marins des deux frégates turques sont au poste de combat, derrière leurs affûts équipés de casques lourds, lunettes de protection et gilets pare-balles !

Le *Courbet* rend aussitôt compte au *Marcom* qui préconise de décrocher : « la mission du *Courbet* n'était pas d'intercepter le cargo turc, ni d'ouvrir le feu sur un bâtiment, qui plus est censé être un allié », précise un officier de l'exercice *Sea Guardian* qui participait à la mission ; « une chose est certaine et avérée : les deux frégates turques portent bien la responsabilité d'une manœuvre hostile qui peut être apparentée à un acte de guerre ». Le cargo turc, qui prétend transporter du matériel médical, poursuit sa route en direction de la Libye.

### **DE SERIEUX PRECEDENTS**

Le ciblage du *Courbet* est le dernier événement d'une série d'incidents qui a débuté en début d'année. Le mercredi 29 janvier 2020, des *Rafale* français en mission de reconnaissance avec le porte-avions Charles-de-Gaulle ont repéré un débarquement de véhicules blindés lourds

dans le port de Tripoli, depuis un navire affrété par Ankara – le *Circkin* – escorté par l’une des quatre frégates turques qui croisent régulièrement dans les eaux libyennes.

A l’occasion de la visite à Paris du premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, Emmanuel Macron avait souligné « le non-respect de la parole donnée » par le président Recep Tayyip Erdogan lors de la conférence de Berlin du 19 janvier, qui visait notamment à suspendre les activités militaires en Libye. « Nous voyons ces derniers jours des navires turcs accompagner des mercenaires syriens arrivant sur le sol libyen », a dit le président français.

Une source du renseignement français avait récemment confirmé que 1 500 à 2 000 combattants jihadistes avaient été acheminés par la Turquie en Libye en provenance de Syrie. Deux frégates turques, accompagnées de leurs navires de soutien, avaient été repérées dans les eaux libyennes. Le président Macron estimait alors l’acheminement de tels mercenaires « attentatoire à la sécurité de tous les Européens et des Sahéliens ». En outre, selon plusieurs sources diplomatiques européennes, la Turquie avait déjà installé des systèmes antiaériens de défense sur l’aéroport militaire de Mitiga, à 11 kilomètres à l’est de Tripoli, afin de soutenir l’armée du gouvernement d’accord national (GAN) libyen de Faïez Sarraj.

Le 27 mai dernier, la frégate française de défense aérienne – *Forbin* (D-620) -, de retour en Méditerranée de la mission *Agénor/EMASOH*<sup>4</sup> dans le détroit d’Ormuz, fait décoller son hélicoptère de bord *Panther* afin de vérifier l’identité du cargo *Circkin*.

Contacté par radio, la passerelle du navire ne répond pas. Deux frégates turques qui se tenaient à distance accélèrent subitement pour s’interposer entre le cargo et le *Forbin*. Et c’est la marine turque qui répond aux demandes françaises : « inspection impossible ».

Le *Forbin* n’insiste pas mais poursuit sa surveillance et ses investigations : le *Circkin* a remis le cap sur Gabès (Tunisie), le temps du survol du *Panther* avant de reprendre sa route en direction du port libyen de Misrata (à 200 km à l’est de Tripoli).

Le lendemain, le 28 mai au matin, le cargo débarque sa cargaison : plusieurs chars *Patton M-60*, des missiles *Hawk* anti-aériens, des canons 105 mn et plusieurs centaines de mercenaires syriens du groupe terroriste *Sultan Mourad*<sup>5</sup>, engagé en Syrie contre l’armée gouvernementale. Une fois déchargé, le cargo appareille de nouveau pour la Turquie.

Sous observation satellitaire permanente, il accoste – le 2 juin – à son port d’attache d’Haydarpasa (partie asiatique d’Istanbul). Les 5 et 6 juin, plusieurs camions porte-chars et des conteneurs sont chargés à bord. Il appareille de nouveau le dimanche 7 juin : de nouveau la destination officielle déclarée est Gabès en Tunisie. Une fois encore, ce cargo « civil » est escorté par deux frégates militaires.

Au large de l’île grecque de Psara, et violant délibérément l’espace aérien grec, des chasseurs turcs survolent le *Circkin*. Le mercredi 10 juin, sur ordre du commandement d’Irini, la frégate grecque *Spetsai* effectue une manœuvre d’approche avant d’être dissuadée par les mêmes moyens engagés contre les bâtiments français. Le 11 juin, le *Circkin* débarque sa cargaison de « médicaments », selon les autorités d’Ankara.

## **LES MENSONGES D’ANKARA**

A l'Élysée, l'amiral Bernard Rogel – chef d'état-major particulier du président de la République – est à la manœuvre. L'attaché de défense turc est convoqué à Balard – siège du ministère français des Armées – pour demande d'explications. Le 15 juin, le ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias est à Paris pour échanger avec son homologue Jean-Yves Le Drian. La ministre des Armées Florence Parly s'entretient téléphoniquement avec le secrétaire général norvégien de l'OTAN Jens Stoltenberg (depuis le 28 mars 2014). Le 17 juin, c'est la réunion (par vidéo-conférence) des ministres de la Défense. Plutôt mollement, le secrétaire général de l'OTAN annonce l'ouverture d'une « enquête » sur l'affaire du Courbet, insistant sur la nécessité de « respecter l'embargo des Nations unies sur les armes à destination de la Libye ».

Dénonçant le « comportement agressif » de la Turquie, Florence Parly ne recueille le soutien que de huit pays soutenant l'ouverture d'une enquête sur le comportement des navires militaires turcs en Méditerranée. Devant les sénateurs français, elle déclare : « C'est un acte extrêmement agressif et qui ne peut pas être celui d'un allié face à un autre allié qui fait son travail sous commandement de l'OTAN. J'ai donc été extrêmement claire lors de la réunion des ministres de l'OTAN d'hier et j'ai eu même à y revenir aujourd'hui : il ne peut pas y avoir la moindre complaisance vis-à-vis de ce genre de comportement. Cet incident particulièrement grave doit être relevé et nos alliés partagent nos préoccupations puisque huit alliés européens dont des pays majeurs m'ont apporté encore aujourd'hui un clair soutien lors de mes interventions à l'OTAN ».

Et la ministre française de s'interroger ouvertement sur le problème turc au sein de l'Alliance : « Une réflexion est nécessaire sur ce qui est en train de se passer dans l'Alliance. Il faut, en effet, regarder en face les dérives qui s'y produisent et je crois que l'argument consistant à dire que tout ceci n'a qu'une seule bonne cause, c'est-à-dire empêcher que la Russie ne prenne place en Libye est un argument qui est un peu court », laissant clairement entendre que Paris n'a pas l'intention de passer l'éponge : « Je ne pense pas que nous ayons épuisé la question et je constate avec plaisir que nous sommes un certain nombre, parmi les européens, à considérer que ceci n'est vraiment pas acceptable ».

Jeudi dernier, Ankara rejette les accusations « infondées » de Paris. « Il est évident que ces accusations (...) sont infondées », déclare un haut responsable militaire turc ayant requis l'anonymat, accusant même le Courbet d'avoir effectué une « manoeuvre à grande vitesse et dangereuse ». Le même affirme que les navires turcs ont utilisé la caméra intégrée à leur radar pour « observer le navire français qui effectuait une manoeuvre dangereuse à très faible distance, et ce par mesure de sécurité ». Il poursuit : « à aucun moment, le radar n'a illuminé » le navire français », ajoutant que ce dernier « n'avait pas cherché à établir un contact avec les frégates turques avant de conclure : « nous sommes peinés de voir que cet incident a évolué de façon contraire à l'esprit d'amitié et d'alliance ».

Faux, faux, archifaux et mensonges éhontés d'Ankara parfaitement contredits par les archives électroniques et mémoires radars relatives à l'incident, transmises à la commission d'enquête de l'OTAN. Le lendemain de l'accrochage, chauffée à blanc, la presse turque se glorifie d'une « grande victoire nationale » et de la « défaite française » en Méditerranée allant même jusqu'à affirmer que « la honte de la bataille de Lépante<sup>6</sup> est enfin lavée... ».

**PROJET NEO-OTTOMAN ET NEO-ISLAMISTE**

Exclu de l'alliance gazière qui regroupe l'Égypte, Israël et Chypre en Méditerranée orientale, la Turquie d'Erdogan cherche à établir un couloir maritime entre ses côtes et la Libye, l'objectif final étant de contrôler les régions pétrolières et gazières de ce pays. Objectif identique en Syrie et en Irak où sous couvert de lutte contre les factions kurdes, Ankara cherche à mettre la main sur les réserves énergétiques. En mer Rouge, avec l'aide financière du Qatar, la Turquie construit un port militaire dans la presqu'île de Suakin au Soudan, quasiment face au port militaire saoudien de Djeddah. A Djibouti, Ankara joue la carte de la diplomatie religieuse en multipliant la construction de madrassas (écoles coraniques) et de mosquées. En Somalie, les services spéciaux de l'armée turque arment et entraînent plusieurs organisations jihadistes liées aux terroristes shebab.

Cette diplomatie théologico-politique ne vise pas seulement la Méditerranée et la Corne de l'Afrique, mais aussi l'Asie centrale, comme toutes les anciennes régions d'influence turkmène. Cet activisme tous azimuts intervient alors que le prestige du président turc Recep Tayyip Erdogan est sur le déclin. Son Parti de la justice et du développement (AKP) a perdu les élections municipales dans la plupart des grandes villes en 2019, ses anciens complices ont créé des partis politiques pour le défier tandis que l'économie (qui était la 15ème du monde) est en crise. Après ses revers en Syrie, dont l'accord de cessez-le-feu conclu avec Moscou le 5 mars dernier pour le partage de la poche d'Idlib (dernier fief des jihadistes anti-Assad), Erdogan a impérativement besoin de victoires militaires pour redonner confiance à sa base électorale.

« On nous demande souvent ce que nous faisons exactement en Libye. Nous y sommes pour défendre nos descendants, nos frères anatoliens », déclare-t-il, le 22 décembre 2019 à Gölcük (région de Kocaeli), alors qu'il préside à la mise à l'eau d'un nouveau sous-marin. Sa politique étrangère met en avant un projet « néo-ottoman » censé restaurer le prestige de l'ancien empire démantelé à la fin de la Première guerre mondiale. Parfaitement irréaliste sur un plan géopolitique, cette posture s'avère idéologiquement très efficace.

Héritier de l'islamiste Necmettin Erbakan<sup>7</sup>, Recep Tayyip Erdogan est un fervent partisan de l'idéologie des Frères musulmans – officine créé par l'instituteur égyptien Hassan al-Banna en 1928 – cherchant à implanter des régimes islamiques fondés sur la Charia dans l'ensemble du monde arabo-musulman, ainsi qu'en Europe et partout où vivent d'importantes diasporas musulmanes. Ainsi, l'obsession d'Erdogan n'est pas seulement géopolitique, mais cherche également à diffuser – parmi l'ensemble des populations musulmanes du monde – l'idéologie d'un Islam politique fondamentaliste.

Il ne faudra jamais oublier que ce sont les services spéciaux de l'armée turque – aidés de plusieurs mouvements d'extrême-droite dont celui des Loups-gris<sup>8</sup> – qui ont acheminé plusieurs milliers de jihadistes chinois d'origine ouïgours (nord-ouest de la Chine) en Syrie pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad. Ce sont les mêmes officines turques qui ont aidé l'émergence de l'organisation « Etat-islamique » (Dae'ch) dès les années 2012/2013 dans les Kurdistan irakien, avant de favoriser leur implantation dans le nord de la Syrie. Les assassinats de l'opposant saoudien Jamal Khashoggi (2 octobre 2018) et celui de l'agent britannique du MI-6 (11 novembre 2019) se sont – tous deux – déroulés à Istanbul avec le bienveillant assentiment des services spéciaux turcs.

Comme Donald Trump et le fasciste Brésilien Jair Bolosonaro, Recep Tayyip Erdogan est prêt à tout pour garder le pouvoir, même au prix d'une guerre civile dans son propre pays. Pour l'heure, c'est surtout en exportant un terrorisme d'Etat en Syrie, au Liban, dans la Corne de l'Afrique, en Asie et en Méditerranée, sans parler de l'instrumentalisation des communautés turques d'Europe, qu'il entend attiser la haine entre Musulmans et « infidèles ». Sa grande ambition : avec l'aide du Qatar, supplanter le wahhabisme saoudien, pouvoir hégémonique régnant sur l'Islam sunnite... Que faire pour arrêter ce fou furieux ?

## **QUE FAIRE ?**

Alors qu'aujourd'hui encore, l'Union européenne et la France soutiennent et partagent les sanctions économiques qui frappent durement la Russie, l'Iran et le Venezuela, comment se fait-il que la Turquie d'Erdogan échappe à toute espèce de mise en garde internationale ?

L'OTAN est clairement en « mort cérébrale », pour reprendre les propres termes du président de la République. Cette alliance militaire, qui n'a plus de missions clairement établies, ne sert plus qu'à écouler les produits du complexe militaro-industriel américain qui représente des millions d'emplois aux Etats-Unis.

Depuis plusieurs décennies, l'Union européenne se couvre de honte en entretenant la fiction de négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, alors qu'Ankara occupe militairement le nord de Chypre – Etat membre à part entière de cette même UE. Dès lors, qu'on ne vienne pas s'étonner de l'arrogance et de l'agressivité d'Erdogan !

Ici, faut-il rappeler aussi que Nicolas Sarkozy et l'ancien Premier ministre britannique David Cameron, avec les encouragements de Barack Obama, portent une très lourde responsabilité sur la situation actuelle de la Libye, dernièrement aggravée par l'ingérence turque. A partir de la résolution 1973 de l'ONU – qui recommandait l'instauration d'une « no-flying zone » sur l'Est de la Libye et l'acheminement d'une aide humanitaire à destination des populations de Bengazi -, les trois dirigeants occidentaux ont déclenché une guerre d'ingérence. Celle-ci a abouti au renversement de Mouammar Khadafi, à l'implosion politique et territoriale du pays et, en dernière instance, à une guerre civilo-régionale qui permet la nouvelle ingérence militaire turque, en violation flagrante d'une série de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

A tout le moins, l'affaire du Courbet aurait pu provoquer une convocation extraordinaire du Conseil de sécurité, voire la proposition d'un projet de résolution réclamant des sanctions contre la Turquie d'Erdogan.

Méfions-nous des anachronismes historiques, mais ne peut-on craindre le pire si les Chamberlain et Daladier d'aujourd'hui, si l'OTAN, l'UE et l'ONU restent les bras croisés devant les provocations répétées du fou furieux Recep Tayyip Erdogan ?

La question reste posée. En attendant des réponses plus pertinentes, nous vous souhaitons bonne lecture et bonne semaine.

---

<sup>1</sup> La frégate Courbet (numéro de coque F712) est le troisième bâtiment de la classe La Fayette – d’une série qui compte cinq unités – de la Marine nationale française. Elle a été nommée en hommage à l’amiral Amédée Courbet (1827-1885) et est parrainée par la ville d’Angers.

<sup>2</sup> L’Organisation maritime internationale (OMI) est une institution spécialisée de l’Organisation des Nations unies (ONU), spécialisée dans les questions maritimes. Son siège est à Londres.

<sup>3</sup> Le Système d’identification automatique (SIA) – Automatic Identification System (AIS) en anglais – est un système d’échanges automatisés de messages entre navires par radio VHF qui permet aux navires et aux systèmes de surveillance de trafic (CROSS en France) de connaître l’identité, le statut, la position et la route des navires se situant dans la zone de navigation. Pour les navires de commerce, le système doit pouvoir être interfacé à un ordinateur externe pour une éventuelle utilisation par un pilote.

<sup>4</sup> L’opération Agénor, volet militaire de la mission européenne de surveillance maritime du détroit d’Ormuz (EMASOH) est portée par la France, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark.

<sup>5</sup> La Brigade Sultan Mourad – rebaptisée en 2015 Division Sultan Mourad – est un groupe terroriste turkmène engagé dans la guerre civile syrienne contre l’armée gouvernementale. Cette organisation est soutenue, financée et armée par les services spéciaux de l’armée turque.

<sup>6</sup> La bataille de Lépante s’est déroulée le 7 octobre 1571 dans le golfe de Patras, sur la côte occidentale de la Grèce, durant la Quatrième Guerre vénéto-ottomane. La puissante marine ottomane affronte une flotte chrétienne d’escadres vénitiennes et espagnoles, appuyée par des galères génoises, pontificales, maltaises et savoyardes, sous le nom de Sainte-Ligue à l’initiative du pape Pie V. La bataille se conclut par une défaite des Ottomans qui perdent plus de 20 000 hommes et 200 bateaux. L’événement a un retentissement considérable en Europe car, plus encore que la défaite des janissaires lors du Grand Siècle de Malte de 1565, il sonne comme un coup d’arrêt porté à l’expansionnisme ottoman.

<sup>7</sup> Necmettin Erbakan, né le 29 octobre 1926 à Sinop et mort le 27 février 2011. Homme d’Etat turc, fondateur et membre successivement de différents partis politiques islamiques, il est également fondateur du mouvement islamique Milli Görüş. Il est Premier ministre de Turquie de juin 1996 à juin 1997.

<sup>8</sup> Les « Loups gris », officiellement connus sous le nom de « Foyers idéalistes », est une organisation armée ultranationaliste turque. Le mouvement se définit comme néo-fasciste, anti-communiste, anti-grec, anti-kurdes, anti-arméniens, homophobe, antisémite et anti-chrétien. Il entretient d’étroites relations très avec le Parti d’action nationaliste (MHP), dont il est, en fait, la branche paramilitaire.